

Unité Départementale du Bas-Rhin
Équipe Sud
BP 10001
14 rue du Bataillon de Marche n° 24
67050 STRASBOURG Cedex

STRASBOURG, le 23/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/03/2023

Contexte et constats

Publié sur



ROQUETTE FRERES

ROUTE DU RHIN
BP 4
67930 BEINHEIM

Code AIOT : 0006700404

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/03/2023 dans l'établissement ROQUETTE FRERES implanté Route du Rhin - 67930 BEINHEIM. L'inspection a été annoncée le 15/02/2023. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ROQUETTE FRERES
- ROUTE DU RHIN - BP 4 - 67930 BEINHEIM
- Code AIOT : 0006700404
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso SB
- IED : Oui

La société ROQUETTES FRERES exploite des installations de production d'amidon de blé, de maïs et de bioéthanol située sur la commune de BEINHEIM.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Mise à jour de la situation administrative : Article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 02/02/2011
- Suivi des débits de rejets eau : Article 60 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 et Article 9.3.3 - Eau - Conditions de rejet des eaux de refroidissement de l'Arrêté préfectoral du 03/08/2007
- Suite donnée aux observations émises par courrier du 20/04/2022 suite à la visite d'inspection du 23/03/2022 : constat 3 : Article 16.4 - Plan d'Opération Interne - Exercices
- Action régionale : Émissions atmosphériques des installations biomasse : Suivi des débits de rejets de l'arrêté préfectoral du 03/08/2007 : Article 8.5 - Air - Surveillance des rejets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- «avec suites administratives» : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- «susceptible de suites administratives» : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- «sans suite administrative».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Rejet atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 02/02/2011, article 8.5	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mise à jour de la situation administrative	Arrêté Préfectoral du 02/02/2011, article 1.2.1	/	Sans objet
2	Eau	Arrêté Préfectoral du 02/02/2011, article 9.3.3	/	Sans objet
3	Plan d'Opération interne (POI)	Arrêté Préfectoral du 02/02/2011, article 16.4	/	Sans objet
4	Rejet atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 02/02/2011, article 8.1	/	Sans objet
6	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 61	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Conformément à l'article R. 511-10 du code de l'environnement et considérant que la quantité totale déclarée est supérieure à 5 000 tonnes pour la rubrique 4331-1, alors le site est à classer Seveso Seuil Bas.

Aussi, afin notamment de prendre en compte les évolutions réglementaires des rubriques ICPE et les évolutions du site, l'inspection s'attachera prochainement à proposer un projet d'arrêté préfectoral complémentaire avec notamment la mise à jour du tableau de classement.

En outre, les constats ont révélé des non-conformités et observations susceptibles de mise en demeure et qui nécessitent des actions correctives sous délai maîtrisé, notamment des dépassements du monoxyde de carbone (CO) de la chaudière biomasse bois (CH7).

Afin de justifier de l'avancement de la démarche de mise en conformité, il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des Installations Classées, dans les délais indiqués dans le corps du rapport, les mesures prises ou prévues pour répondre aux non-conformités et observations relevées, accompagnées, le cas échéant, d'un échéancier de réalisation.

L'absence de ces éléments serait une non-conformité aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 02/02/2011.

D'autres suites pourront être envisagées en fonction des éléments de réponses apportés par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise à jour de la situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2011, article 1.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Mise à jour de la situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : « Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées suivant le tableau suivant : ... »
Constats : L'exploitant bénéficie d'un arrêté préfectoral du 02/02/2011 pour exploiter ses installations. L'inspection indique que les rubriques ont dû être saisi sur la nouvelle application GUN Env. En effet, la bascule de l'ancienne application S3IC ne s'est pas opérée correctement. La mise à jour est dorénavant consultable sous Géorisques : https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees/details/0006700404 Concernant les rubriques 4710 (ex 1138) : Chlore et 4719 (ex1418) : Acétylène, l'exploitant indique : <ul style="list-style-type: none">• ne plus stocker de Chlore sur le site ;• que la quantité d'Acétylène actuellement sur site est de 54,3 kg, soit sous le seuil de la déclaration de la rubrique 4719 qui démarre à 250 kg. Concernant les installations de combustions du site, suite au décret n°2018-704 du 03/08/2018, le double classement 2910-3110 n'est plus possible. L'exploitant a déclaré dans son dossier de réexamen du 16/03/2021, la puissance totale 214,78 MW à prendre en compte pour la rubrique 3110. Dans le rapport de base daté du 10/12/2020, le tableau de classement ICPE mis à jour par l'exploitant pour la rubrique 4331-1 (Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330), l'exploitant indique que la quantité totale susceptible d'être présente dans les installations est de 6 403,5 tonnes. Aussi, conformément à l'article R. 511-10 du code de l'environnement et considérant que la quantité totale déclarée est supérieure à 5 000 tonnes pour la rubrique 4331-1, alors le site est à classer Seveso Seuil Bas. Il est à noter que l'étude de dangers de 2018 tient compte du classement seveso seuil bas au titre des rubriques 4331 et 4120. D'une part, l'exploitant est invité à compléter et à retourner la Fiche d'Information, que lui adressera prochainement l'inspection. Cette fiche est imposée par la directive européenne Seveso 3 et notamment l'annexe V qui précise la liste des informations à communiquer reprise dans l'annexe V de l'arrêté du 26/05/2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées : https://aida.ineris.fr/reglementation/directive-ndeg-201218ue-040712-concernant-maitrise-dangers-lies-accidents-majeurs D'autre part, l'exploitant est invité à déclarer à l'administration le résultat de son recensement des substances et mélanges dangereux, sur l'outil mis à disposition via le lien suivant : https://seveso3.din.developpement-durable.gouv.fr Aussi, afin notamment de prendre en compte les évolutions réglementaires des rubriques ICPE et les évolutions du site, l'inspection s'attachera prochainement à proposer un projet d'arrêté préfectoral complémentaire avec notamment la mise à jour du tableau de classement. L'exploitant est invité à transmettre une mise à jour du tableau de classement si nécessaire.
Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2011, article 9.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de rejet des eaux de refroidissement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : « Les eaux de refroidissement sont déversées au Rhin via les collecteurs décrits ci-dessus. Le débit instantané n'excède par 6 000 m ³ /h. La qualité de l'eau rejetée demeure identique à la qualité de l'eau prélevée. La température est limitée à 30°C. Les eaux de purge des chaudières rejoignent le réseau des eaux de refroidissement. Leur volume est d'environ 1,2 m ³ /h. ... ».
Constats : En complément de l'article 9.3.3 de l'arrêté préfectoral du 03/08/2007, l'article 60-1 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation précise que la détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m ³ . L'exploitant indique que les différents circuits d'eau de refroidissement sont équipés de dispositif de comptage de débits de rejet des eaux de refroidissement. Un schéma de principe des réseaux identifie ces 7 points de comptage actuellement référencés. Lors du contrôle sur site par échantillonnage, l'exploitant a montré que 4 des 7 points de comptage actuellement référencés sont en service. Les autres points de comptage ont été observés en salle de commande par télé-relève. Post-visite, par courriel du 29/03/2023, l'exploitant a adressé les éléments suivants : « En ce qui concerne les débits 2022 : <ul style="list-style-type: none">• Entrées darses (prélèvement Rhin) pour eaux de refroidissement : cumul des 4 débitmètres darses : 23 170 289 m³ (relevés index, débitmètres sous métrologie) ;• Débits d'eau de refroidissement 2022 en sortie : 24 333 424 m³ (à noter qu'une partie de l'eau de forage est utilisée en eau de refroidissement, ce qui explique que la sortie est supérieure à l'entrée) ;• Prélèvement forage : 6 961 759 m³ ;• Débits d'eau entrée 2022 STEP : 2 150 394 m³. Débitmètres non suivis en métrologie, d'où l'écart avec la sortie ;• Débits d'eau sortie 2022 STEP : 2 308 573 m³ (Compteurs réglementaire, suivi en métrologie). ». Contrairement aux années précédentes, pour la déclaration GERE de l'année 2022 en cours de saisie, l'exploitant est invité à préciser les volumes de rejet des eaux de refroidissement, en plus, des volumes prélevés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Plan d'Opération interne (POI)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2011, article 16.4
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'Opération interne (POI)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : « L'exploitant tient à jour son Plan d'Opération interne (POI), qui définit les mesures d'organisation,

les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Ce plan est transmis à la Direction départementale de la protection civile, à l'inspection des installations classées et au Service d'incendie et de secours compétent. Le Préfet peut demander la modification des dispositions envisagées. ...

Il est procédé à une fréquence annuelle au minimum à des exercices POI préparés et exécutés avec le personnel de l'établissement et les secours publics. A l'occasion de chaque POI, un bilan est adressé à la Préfecture et à l'inspection des installations classées, dans un délai maximal de deux mois à partir de la date de l'exercice. »

Constats :

La dernière version 6 du POI est datée de mars 2021. Une mise à jour est toujours en cours. Elle devait être disponible au plus tard à la fin du 3^e trimestre 2022. La relecture n'est pas encore finalisée. L'inspection demande à être destinataire de la nouvelle version du POI, dès qu'elle sera validée.

La mise à jour du POI est postérieure au 31 décembre 2021, Celui-ci devra donc respecter les dispositions de l'annexe V de l'arrêté ministériel du 26/05/14 en particulier il devra préciser les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux et les types de produits de décomposition, les moyens et méthodes prévus pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeurs, ...

L'exploitant signale qu'un exercice cadre de mise en application du POI s'est déroulé le 13/12/2022 avec pour thème « feu de nuit à la centrale biomasse bois ».

Post-visite, par courriel du 29/03/2023, à la demande de l'inspection, l'exploitant a adressé le compte rendu du dernier exercice.

En outre, l'inspection souhaite à l'avenir être informée en amont de la date et du thème retenus.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Rejet atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2011, article 8.1

Thème(s) : Risques chroniques, Air - Principes généraux

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

« L'exploitant prend toutes dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire la pollution de l'air à la source, notamment en optimisant l'efficacité énergétique. Les conduits d'évacuation sont disposés de telle manière que leur étanchéité puisse toujours être contrôlée en totalité. ... »

Constats :

Lors de la dernière inspection réalisée le 23/03/2022, un manquement aux dispositions des articles 8.1 et suivants (Air - Principes généraux) de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 02/02/2011 avait été relevé suite à l'absence de mesure des poussières sur la chaudière biomasse bois (CH7).

Afin de palier à la défaillance de la baie d'analyse et aux difficultés d'approvisionnement, l'exploitant a confirmé qu'il avait passé commande le 23/03/2022 auprès de l'organisme en charge des contrôles réglementaires de réaliser ces contrôles compensatoires mensuels et cela jusqu'à la mise en service de la nouvelle baie.

Par courriel daté du 18/10/2022, l'exploitant a informé l'inspection du remplacement des baies d'analyse en semaine 40/2022.

Lors du contrôle sur site, l'inspection constate que la baie d'analyse est bien en service.

L'exploitant signale que les valeurs affichées par la baie d'analyse sont à zéro, puisque la chaudière biomasse bois (CH7) est en arrêt pour maintenance depuis plus d'une semaine et pour une durée programmée de deux semaines.

Post-visite, par courriel du 29/03/2023, l'exploitant a adressé les éléments suivants :

« Nous nous permettons de vous tenir informé d'une situation complexe pour notre site de Beinheim, en effet avons eu une mauvaise nouvelle hier concernant notre chaudière biomasse. En effet, elle était en inspection périodique DESP avec l'APAVE qui a détecté hier après midi une déformation des tubes du foyer menant à une interdiction de redémarrage de l'équipement qui sera vraisemblablement immobilisé durant plusieurs semaines. Nos équipes techniques sont mobilisées pour comprendre l'origine de la déformation. Nous lançons en parallèle des travaux de réparation et partageons l'avancée avec l'APAVE de Strasbourg en toute transparence. »

L'inspection demande à être informé de l'état d'avancement des travaux de réparation au fil de l'eau et de la date de redémarrage de la chaudière biomasse bois (CH7).

Chaudière biomasse (article 9 de l'arrêté du 23 juillet 2010) Pour les polluants concernés, une première mesure est effectuée dans les six mois suivant la mise en service de l'installation, puis périodiquement conformément aux dispositions prévues ci-contre.	Débit Température SO ₂ NO _x O ₂ Poussières CO	Mesure en continu des paramètres
	HAP COVNM Métaux	Mesure trimestrielle
	HCl HF Dioxines Furanes	Contrôle tous les deux ans

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Rejet atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2011, article 8.5

Thème(s) : Risques chroniques, Air - Surveillance des rejets

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

« Les effluents gazeux rejetés sont contrôlés avant toute dilution selon la fréquence suivante :

... »

Constats : L'inspection demande à l'exploitant de pouvoir disposer des derniers rapports de mesure des rejets atmosphériques de la chaudière biomasse bois (CH7).

Post-visite, par courriel du 29/03/2023, l'exploitant a adressé les éléments suivants :

« 6 et 7 : rapports analyses rejets atmosphériques chaudière de novembre 2022, l'un mensuel, l'autre annuel ».

L'analyse des résultats du contrôle, effectués du 30/11/2022 au 01/12/2022 appelle à observations de la part de l'inspection. En effet, les résultats d'analyses du monoxyde de carbone (CO) ne sont pas conformes aux valeurs limites d'émissions fixées par l'arrêté préfectoral du 02/02/2011 : moyenne mesurée 260 mg/Nm³ et valeur référence 200 mg/Nm³.

Aussi, l'inspection demande à l'exploitant, sous un délai n'excédant pas un mois :

- de produire les éléments d'explication relatifs à ce dépassement et de lui rendre compte des dispositions qu'il a prises ou qu'il compte prendre pour y remédier ;
- de réaliser une nouvelle surveillance des émissions atmosphériques.

L'inspection demande à être destinataire, sans délai, du rapport de contrôle des émissions, dès sa réception. L'absence de ces éléments obligerait l'inspection à proposer des suites administratives.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 61

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

« I. - La conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) fait l'objet de consignes d'exploitation et de sécurité écrites qui sont rendues disponibles pour le personnel. Ces consignes prévoient notamment :

- les modes opératoires ;
- la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées par l'installation ;
- les instructions de maintenance et de nettoyage, la périodicité de ces opérations et les consignations nécessaires avant de réaliser ces travaux ;
- les conditions de délivrance des « permis d'intervention » prévus à l'article 62 du présent arrêté ;
- les modalités d'entretien, de contrôle et d'utilisation des équipements de régulation et des dispositifs de sécurité ;
- la conduite à tenir en cas d'indisponibilité d'un dispositif de réduction des émissions, tel que prévue à l'article 16 du présent arrêté.

Ces consignes sont régulièrement mises à jour. »

Constats :

L'exploitant dispose de consignes relatives aux périodes de démarrage et d'arrêt des installations.

L'exploitant présente sa « check liste de démarrage et d'arrêt de la chaudière bois ».

Cette « check liste » est complétée par les opérateurs de conduite. Elles ne sont pas archivées.

Les opérations de conduites sont consignées sur le « cahier de poste ».

En outre, l'exploitant présente son bilan d'exploitation mensuel de la chaudière bois, qui comprend :

- la production d'énergie budgétisée et réalisée ;
- les heures de fonctionnement et la cible ;
- les arrêts et pannes détaillés avec la perte d'énergie.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet
